FORCCAST

Formation par la Cartographie des Controverses à l'Analyse des Sciences et des Techniques

Assises franciliennes de la biodiversité

Module "art oratoire, controverses, débat public"

Printemps silencieux franciliens ? Recenser et protéger les populations d'oiseaux

Objectifs du débat

Dans un ouvrage célèbre paru en 1962, Silent Spring, la biologiste Rachel Carson alerte des millions de lecteurs des conséquences de l'utilisation massive d'un insecticide puissant, le DDT, qui décimait alors de nombreuses populations d'oiseaux: "Nous pulvérisons les ormes, et aux printemps suivants nul merle ne chante; non qu'ils aient été touchés directement, mais parce que le poison a fait son chemin, pas à pas, de la feuille de l'orme au ver, puis du ver au merle". Mobilisant connaissances scientifiques (elle étudie notamment la fragilisation des coquilles d'œufs et les troubles de reproduction) et écriture poétique, l'auteure touche un large public et participe ainsi à l'interdiction de l'épandage du dichlorodiphényltrichloroéthane.

Alors que l'Île-de-France a perdu plus de 30% de ses oiseaux en moins de 15 ans, et que près d'une espèce aviaire sur trois a aujourd'hui disparu ou est menacée d'extinction dans la région, la perspective de printemps franciliens silencieux inquiète bien au-delà des cercles les plus alarmistes. Ce constat partagé nourrit toutefois des débats, auxquels vous prêterez votre voix pour répondre aux objectifs suivants:

- qualifier finement les dynamiques de populations d'oiseaux nicheurs en Île-de-France et recenser la multiplicité des facteurs identifiés ;
- comprendre les méthodologies de collecte des données et comptage mises en oeuvre dans des dispositifs participatifs de science citoyenne et analyser comment les chiffres produits rendent délicates des attributions causales univoques au déclin des populations;
- restituer les enjeux propres à chaque milieu ou type d'oiseau spécialiste¹, notamment autour
 - de l'impact des pratiques agricoles (produits phytosanitaires et taille des haies),
 - des prélèvements de chasse et la protection des espèces menacées par des prédateurs,
 - des mesures qu'il est possible de prendre pour réquler des espèces exotiques envahissantes.

¹ Une espèce généraliste est en mesure de prospérer dans un grand nombre de conditions environnementales et peut faire usage d'une grande variété de ressources. Une espèce spécialisée (ou spécialiste) au contraire ne peut s'épanouir que dans une gamme étroite de conditions environnementales ou d'alimentation.

Problématique

Comment comprendre et agir sur le déclin massif d'oiseaux nicheurs² en Île-de-France ? Le constat alarmant de la disparition d'un tiers de cette population en moins de 15 ans souligne l'urgence du problème, particulièrement à l'échelle de la région francilienne où les extinctions sont encore plus sévères que dans le reste du territoire métropolitain. Si personne ne nie la réalité ou même l'ampleur de cette crise aviaire, les prises de position divergent tant sur ses causes que sur les moyens de lutte à entreprendre pour la résorber, ou a minima la ralentir.

Arène et déroulé du débat

L'Agence régionale de la biodiversité - Île-de-France (ARB îdF) organise <u>une réunion du comité des</u> <u>partenaires de l'agence</u> autour des "Dynamiques, causes et prévention du déclin des populations d'oiseaux nicheurs en Île-de-France". Ce comité réunit <u>les acteurs de la biodiversité en Île-de-France</u> correspondant à l'un des collèges suivants : départements, communes et établissements publics de coopération intercommunale, associations et fédérations contribuant à la protection de l'environnement, gestionnaires des aires protégées, organismes d'étude et de recherche, organismes professionnels et entreprises publiques et privées. Il sollicite les partenaires à s'exprimer, participer activement aux axes de travail définis conjointement, et à être force de proposition sur le programme d'actions entreprises par l'ARB îdF.

La gravité des constats de déclin des populations d'oiseaux nicheurs franciliens et le fort relais médiatique de ce problème depuis la parution d'études de comptage au printemps 2018, et dont les équipes de l'agence se sont fait le relais au travers de la publication en juin 2019 d'un panorama de la biodiversité francilienne, poussent l'ARB îdF à réunir ses partenaires concernés pour débattre autour de ces dynamiques, l'identification de leurs causes et proposer des actions visant à prévenir une potentielle crise écologique.

Après une introduction sur les enjeux de la réunion, l'ARB îdF invite le réseau participatif Vigie-Nature, qui organise avec le Muséum national d'histoire naturelle le *Suivi temporel des oiseaux communs*, à expliciter leur protocole et présenter les principales conclusions franciliennes de leur opération de recension. Les ornithologues professionnels qui ont publié la liste rouge des oiseaux nicheurs de la région, suivant la méthode de l'UICN, sont ensuite invités à clore ce premier temps introductif (10 minutes dans sa totalité) par une synthèse de la situation des espèces menacées de disparition à l'échelle régionale.

S'ensuivent trois temps de discussion successifs, d'une demi-heure chacun, portant sur la situation spécifique de différents types d'oiseaux dans des écosystèmes distincts, forts d'enjeux et vifs débats sur les causes potentielles du déclin. Chaque temps est scandé par une très courte présentation de la situation dans les milieux concernés et des causes identifiées, puis des prises de paroles libres des participants, cadrées par l'organisateur.

- Milieux agricoles et espèces spécialistes des champs débat sur l'impact des pratiques agricoles sur la biodiversité aviaire francilienne.
- Milieux forestiers et espèces spécialistes des bois débat sur l'impact de la chasse et le rôle des prédateurs sur les populations d'oiseaux nicheurs.
- Milieux urbains et espèces spécialistes du bâti débat sur le remplacement d'oiseaux spécialistes par des espèces exotiques envahissantes

² Les oiseaux nicheurs sont ceux qui se reproduisent dans la région. Les populations reproductrices sont souvent bien mieux dénombrables que les oiseaux de passage en migration ou les hivernants. Pour ces deux derniers groupes, les données sont souvent sporadiques et il est alors bien plus aléatoire de définir des notions de "populations franciliennes".

L'ARB îdF, à la suite de ces débats, prend 10 minutes pour se concerter et proposer des mesures de lutte contre ce déclin des populations sous forme de communiqué. Les participants ont 10 minutes pour réagir à ces propositions.

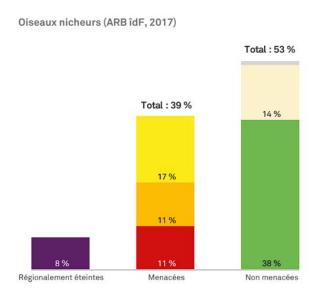
Ressources générales pour débuter

Débattre autour d'oiseaux peut sembler anecdotique, il s'agit en fait (et de loin !) du groupe d'espèces pour lequel le plus de données existent, ce qui en fait un indicateur clef en matière de biodiversité : pas moins de 47% des données centralisées dans la base naturaliste francilienne CETTIA concernent des oiseaux (23% des plantes ; 22% des insectes ; 8% pour les autres observations). Ceci s'explique par la pratique amatrice ancrée de longue date et sur tous les territoires français de l'ornithologie ; le rôle majeur joué par la Ligue pour la protection des oiseaux (LPO) autour de nombreux débats d'action publique touchant la faune en est une autre traduction.

Les données de dynamique de populations sont collectées dans le cadre d'un programme initié en 1989 par le Muséum national d'Histoire naturelle, le *Suivi temporel des oiseaux communs* (ou STOC - EPS pour échantillonnage ponctuel simple), qui implique chaque printemps plus d'un millier d'observateurs à travers toute la France. Les comptages d'oiseaux qu'ils effectuent, <u>selon un protocole rigoureux</u> et identique d'une année sur l'autre, dans un maillage choisi de manière aléatoire, permettent de connaître la tendance d'évolution de la taille des populations des espèces les plus répandues, ainsi que leur abondance relative d'une région à l'autre (cf. les résultats à l'échelle nationale sur le site <u>Vigie-Nature</u>). Ce programme de science participative consiste à enregistrer des points d'écoute de 10 minutes en pleine période de reproduction durant lesquelles tous les oiseaux vus mais surtout entendus sont identifiés, dénombrés et notés. Cet exercice mobilise donc des ornithologues à même d'identifier quelques dizaines d'espèces communes par le chant.

Ces données furent notamment mobilisées par des chercheurs en ornithologie qui, selon la méthode de l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN), publièrent en 2012 la <u>liste rouge régionale des oiseaux nicheurs d'Île-de-France</u>. Ces derniers justifient la pertinence d'une recension à l'échelle régionale pour évaluer cinq critères (réduction marquée de la population ; répartition géographique limitée ; petite population et déclin ; population très petite ou restreinte ; analyse quantitative de la probabilité d'extinction) à l'origine d'une classification du degré de menace de chaque espèce sur l'échelle suivante :





Ainsi, près d'un tiers des espèces d'oiseaux ont disparu ou sont en danger d'extinction à l'échelle régionale. Deux oiseaux nicheurs arborent également ce statut à l'échelle mondiale; la population de la tourterelle des bois par exemple, autrefois commune dans les campagnes et forêts, a décliné de 75% sur les dix dernières années. Observer l'espèce fait désormais partie des points forts d'une sortie ornithologique.

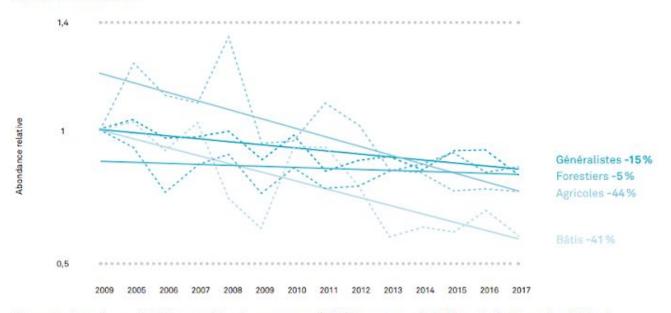
Figure 20 ÉVOLUTION DES ESPÈCES D'OISEAUX EN ÎLE-DE-FRANCE DEPUIS 1900



Les deux schémas ci-contre et ci-dessous, issus du panorama de la biodiversité francilienne publié par l'Agence régionale de la biodiversité - Île-de-France en 2019, illustrent le fait que cette chute de 30% en quinze ans réside principalement en une décroissance en effectifs, et pas forcément en nombre d'espèces.

Surtout, ils soulignent l'extrême diversité des situations selon que les populations d'oiseaux soient généralistes, ou spécialistes de certains habitats. Les oiseaux généralistes ont ainsi connu une baisse plus mesurée que les spécialistes en Île-de-France, alors qu'ils sont même de plus en plus nombreux à l'échelle nationale. Si les populations d'oiseaux spécialistes des milieux boisés ou forestiers ne connaissent eux aussi qu'une baisse relativement limitée (-5% sur la période 2004-2017 et même +12% sur les dix dernières années), les oiseaux spécialistes des milieux agricoles ont, eux, décliné de 44% et ceux des milieux bâtis de 41%. Comment expliquer de telles dynamiques et leur disparité?

Figure 21 ÉVOLUTION DES POPULATIONS D'OISEAUX COMMUNS EN ÎLE-DE-FRANCE EN FONCTION DE LEUR AFFINITÉ À UN HABITAT SUR LA PÉRIODE 2004-2017



Source : tendances issues du Suivi temporel des oiseaux communs (STOC) du programme Vigie-Nature du Muséum national d'histoire naturelle.

De multiples facteurs sont mis en avant pour expliquer cette érosion protéiforme de la biodiversité aviaire francilienne. La juste évaluation de leur influence respective, la nécessité et l'efficacité des mesures à prendre pour la juquler constituent les principaux enjeux de controverses qui émergent.

Les enjeux du débat

L'impact des pratiques agricoles

Lorsque le <u>Muséum national d'histoire naturelle</u> mais aussi <u>le CNRS</u> publicisent en mars 2018 les résultats de la dernière enquête STOC et ceux, à une échelle plus locale, du Centre d'études biologiques de Chizé dans la zone atelier "Plaine et val de Sèvre", ils citent explicitement *Silent Spring* de Rachel Carson et identifient une responsabilité à l'origine de ce déclin "qui atteint un niveau proche de la catastrophe écologique" : l'intensification des pratiques agricoles, et en particulier l'usage de pesticides. La situation est particulièrement critique dans les champs depuis 2008-2009, "une période qui correspond entre autres à la fin des jachères imposées par la politique agricole commune, à la flambée des cours du blé, à la reprise du sur-amendement au nitrate permettant d'avoir du blé sur-protéiné et à la généralisation des néonicotinoïdes, insecticides neurotoxiques très persistants". Le lien avec l'effondrement des populations d'insectes est particulièrement souligné.

Comme le montre le schéma suivant, la situation est particulièrement critique en Île-de-France.

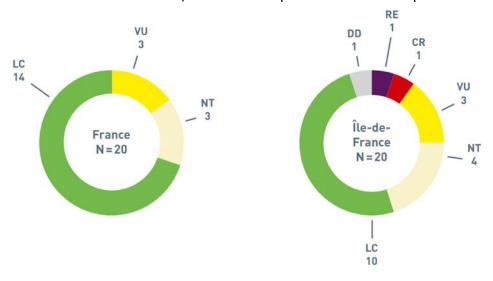


Figure 10.Comparaison du degré de menace des vingt espèces spécialistes du milieu agricole (déterminées d'après le programme Stoc) en France et en Île-de-France.

Il ne s'agit pas seulement de pesticides, mais aussi de paysages. Pour les spécialistes de la région, si les paysages agricoles d'Île-de-France ont des caractéristiques propres, ils ne se sont pas toujours résumés à de grandes plaines céréalières. Les profondes modifications des pratiques agricoles mises en place depuis les années 1960 pour moderniser l'agriculture ont contribué à homogénéiser les secteurs agricoles au détriment de nombreuses espèces d'oiseaux, historiquement considérées comme communes dans la région. C'est ainsi que des espèces ont des statuts de menace souvent plus élevés dans notre région que sur l'ensemble de la France.

Des agriculteurs et responsables syndicaux agricoles protestent contre la diffusion médiatique de telles études avant qu'elles ne soient acceptées et publiées dans des revues scientifiques ; ils nient l'unicité du lien causal et rappellent tous les autres facteurs qui peuvent influencer ce déclin des populations d'oiseaux. Ils se présentent comme les boucs-émissaires d'un énième agri-bashing. Certains rappellent aussi, au contraire, le rôle favorable pour la biodiversité de leur activité : ils rétablissent la pratique des bandes enherbées, cessent la taille des haies et buissons et vantent ainsi les services écosystémiques qu'ils rendent à leur communauté.

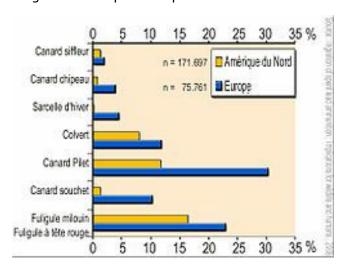
L'impact des pratiques de chasse



Campagnes promotionnelles de la Fédération nationale de chasse (à gauche) et réponses de la LPO (à droite)

Deux oiseaux nicheurs franciliens (le fuligule milouin et la tourterelle des bois) ont rejoint la liste des espèces menacées au niveau mondial, actualisée par l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN). Deux espèces qu'il est encore possible de chasser. « La tourterelle des bois a perdu 80 % de sa population mais on continue d'en tuer 100 000 par an », s'exclamait Allain Bougrain-Dubourg, président de la Ligue pour la protection des oiseaux (LPO), avant que ce quota ne soit cette année ramené à 30 000 individus (satisfaisant les chasseurs alors que les experts proposaient un quota de 18 200 ou l'interdiction totale).

<u>Si les populations d'oiseaux forestiers résistent bien comparativement (-3%)</u> aux autres espèces spécialistes, il n'en va pas de même en zone humide, où la situation est décrite comme extrêmement critique avec plus de la moitié des espèces disparues ou en voie de disparition. Le fuligule milouin par exemple est devenu un nicheur très rare en Île-de-France : un peu moins de 10



couples s'y reproduisent. Si la Fédération nationale de chasse présente <u>les actions</u> entreprises pour favoriser le maintien de <u>l'espèce</u>, des opposants soulignent l'impact de la chasse sur leur déclin. Même si la chasse au plomb est à présent interdite (mais l'espèce est toujours chassable), les oiseaux d'eaux ingèrent toujours de la grenaille de plomb, encore présente dans l'environnement. Une chasse plus intensive rapportée au nombre d'hectares de zones humides et une interdiction du plomb de chasse plus tardive en Europe expliquent une prévalence plus élevée de l'ingestion de plomb (cf graphe à gauche) qu'en Amérique du Nord ; le

saturnisme des oiseaux d'eau est beaucoup plus fréquent et grave en Europe. Le Fuligule milouin est ainsi l'une des espèces les plus touchées par le saturnisme aviaire, ce qui peut affecter la dynamique de population à long terme, et la santé des consommateurs humains de cet "oiseau d'eau".

Plus généralement, <u>la LPO dénonce</u> le fait que la France autorise la chasse de 64 espèces d'oiseaux (contre 24 en moyenne pour les autres pays européens), dont 20 menacées de disparition, se bat pour l'interdiction de chasser les oies migratrices en février, et dans le Sud-Ouest, elle lutte contre la pratique traditionnelle de la chasse à la glu, <u>utilisée en Île-de-France pour du braconnage</u>.

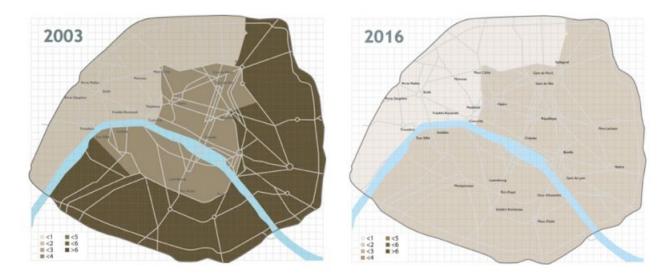
Les chasseurs mettent en exergue leur rôle <u>dans la sauvegarde des habitats</u>, et dans la gestion et régulation des espèces nécessitant un contrôle des effectifs, <u>comme la Bernache du Canada</u>, ce que reconnaît l'Office national de la chasse et de la faune sauvage (ONFCS).

Gentrification et remplacement des populations d'oiseaux à Paris

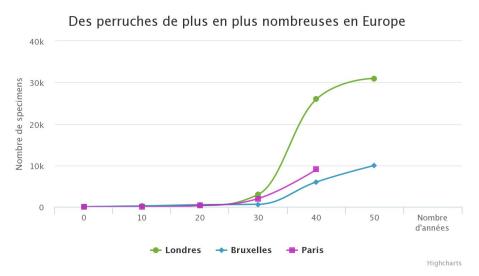
La perte d'effectifs d'oiseaux spécialistes du bâti (-41%) en milieu urbain est comparable à celle des oiseaux des champs.

Une espèce emblématique comme <u>le moineau à Paris a perdu 73% de ses effectifs</u> entre 2003 et 2016. Les effectifs de moineaux à Paris étaient au début de cette période inversement corrélés au prix de l'immobilier (cf. les cartes de densité de moineaux en haut de la page suivante) : les arrondissements Sud et Est dits "périphériques", riches en friches et bâtiments mal entretenus qui comprenaient des cavités propices à la nidification, mais aussi en mauvaises herbes favorables à la prolifération des insectes (si le moineau se nourrit un peu de tout, leurs oisillons ont plus spécifiquement besoin d'insectes), abritaient bien plus de moineaux que l'Ouest parisien plus bourgeois.

Cette différence se résorbe à présent, possible conséquence de la gentrification de tout Paris intra muros et des politiques de rénovation urbaine qui rendent les habitats moins favorables aux oiseaux nicheurs dans le bâti (surfaces lisses comme le verre, meilleure isolation - qui est importante pour limiter les dépenditions de chaleur mais néfaste ici...). De manière générale, les oiseaux parisiens ne sont plus les mêmes : davantage sédentaires, nichant haut et plutôt de type forestiers, ils sont moins insectivores.



La végétalisation de Paris pourrait être un facteur de repopulation, les moineaux appréciant tout particulièrement les espaces verts, surtout depuis que les traitements pesticides y sont interdits. À condition que les habitats ne soient pas entre temps occupés par de nouvelles espèces, telle <u>la perruche à collier</u>! Si celle-ci cohabite à présent avec les moineaux, merles, mésanges et tourterelles, les ornithologues sont vigilants face à leur forte prolifération dans les parcs et espaces verts des grandes villes. <u>Dans le Jardin des Plantes, le Parc de Sceaux (qui contient 90 nids!</u>), les belles perruches vertes sont appréciées des visiteurs qui les nourrissent, et ces oiseaux vivant 40 ans en moyenne commencent à causer de sérieux dommages aux bourgeons, écureuils, chauves-souris et autres espèces aviaires... Le risque existe que la situation à Paris empire et devienne comparable à Londres, où plus de 30 000 perruches vivent en liberté.



Évoluant génétiquement rapidement (notamment au niveau du bec) suivant des effets de fondation de population, capable de percer ses propres trous un peu partout pour y nicher ou de parasiter des nids d'autres oiseaux et les mangeoires, cette "belle invasive" (cf. l'étude scientifique mandatée par le département des Hauts Seine, v compris sociologique, SUL cette population) est suivie de

près, notamment par l'<u>ONCFS</u>. Mais il semble y avoir peu à faire pour lutter contre cette prolifération. Si <u>la Lique pour la protection des oiseaux la classe parmi les espèces exotiques envahissantes contre lesquelles des actions de régulation pourraient être entreprises, elle souligne la difficulté à agir en milieu urbain densément peuplé ; il n'y a pas encore de preuves suffisantes mais beaucoup de vigilance, car le risque qu'elle agrandisse systématiquement les cavités d'autres oiseaux rendant ces refuges impropres aux plus petites espèces est pointé.</u>

Acteurs emblématiques et arguments mobilisés

Des ressources complémentaires sont répertoriées pour chaque acteur dans cette partie, mais la majorité des documents pertinents ont déjà été indiqués dans la description des enjeux et sont donc à consulter à partir des autres sections de ce dossier. Voici les acteurs en présence lors du débat :

- L'Agence régionale de la biodiversité Île-de-France (ARB îdF) (~ 2 étudiant-e-s) a pour missions d'évaluer l'état de la biodiversité, de suivre son évolution, d'identifier les priorités d'actions régionales, de diffuser les bonnes pratiques et de sensibiliser le public à sa protection. Elle publie notamment le panorama de la biodiversité francilienne. Comme décrit dans la partie "Arène et déroulé du débat", ce sont les chargés d'études/naturalistes de l'Agence qui auront en charge l'introduction, le cadrage des débats, la distribution de la parole et le contrôle du temps entre intervenants. Ils doivent également être attentifs aux arguments échangés puisqu'ils préconiseront sur la base des discussions quelques mesures phares pour lutter contre le déclin des populations d'oiseaux nicheurs franciliens.
- Des membres du réseau de citoyens Vigie-Nature (~ 2 étudiant-e-s), qui au sein d'observatoires et en lien avec le Muséum National d'Histoire Naturel collectent les données nécessaires à la recherche scientifique. Ce réseau est né en 1989 autour du Suivi temporel des oiseaux communs, dont ils doivent expliquer la méthodologie, les enjeux et présenter les résultats des derniers recensements. Ornithologues amateurs passionnés, la défense des oiseaux leur est chère ; cet engagement citoyen dans des protocoles rigoureux pour des mesures précises de ce que subissent les oiseaux ne fait sens que si les parties prenantes prennent conscience de l'urgence écologique et agissent en conséquence ; ils n'hésitent donc pas avec le Muséum à tirer le signal d'alarme.
- Des ornithologues professionnels (~ 1 étudiant-e) qui établissent la liste rouge régionale des oiseaux nicheurs d'Île-de-France selon les méthodes de l'UICN (qu'il faudra expliciter et en présenter les résultats) et des écologues et biologistes de la conservation (~ 1 étudiant-e) au Centre d'Écologie et des Sciences de la Conservation (CESCO), unité mixte de recherche entre le Muséum (MNHN), le CNRS et Sorbonne Université, qui mènent des recherches engagées "au nom du bien commun", contre les pesticides notamment, et prônent un marché de la biodiversité sauvage. Ils veulent des moyens efficaces de lutte contre l'érosion de la biodiversité et critiquent le principe d'une obligation de moyens planter des haies et rembourser l'agriculteur sur factures à la place d'une obligation de résultats augmenter la quantité d'oiseaux présents et rémunérer l'agriculteur en fonction.
- Les membres de la <u>Délégation Île-de-France de la Ligue pour la protection des oiseaux (LPO ÎdF)</u> (~ 4 étudiant-e-s) auront fort à faire car ils seront systématiquement en première ligne pour participer à l'évaluation scientifique de la situation, (en participant au STOC, à l'évaluation de l'UICN, en menant <u>des études sur les moineaux à Paris...</u>) comme pour dénoncer la diversité des pratiques qui impactent aussi violemment les population d'oiseaux.
 - Ils <u>dénoncent la remise en cause des progrès environnementaux par la FNSEA</u>, exigent l'arrêt de l'utilisation de pesticides, mais promeuvent la figure de l'agriculteur acteur de la biodiversité via leur propre structure de partenariat avec les chambres d'agriculture, <u>Des Terres et des Ailes</u>, avec pour slogan "Faîtes revenir les oiseaux sur vos terres".
 - Ils ne se disent pas contre la chasse mais <u>dénoncent un lobbying néfaste à la nature</u>, notamment sur la chasse des oies migratrices en février, la chasse autorisée pour vingt espèces classées en voie de disparition <u>ou le trop grand nombre d'espèces chassables</u>.
 - Ils réfléchissent à <u>la régulation des espèces exotiques envahissantes</u>, notamment en ce qui concerne la Bernache du Canada et la perruche à collier.

- Les responsables régionaux de la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA) (~ 2 étudiant-e-s) mettent en avant leur pratique dite raisonnée de l'agriculture qui limite la consommation d'intrants. Contestant vigoureusement l'unicité du lien causal entre usage de pesticides et déclin des populations d'oiseaux, ils se présentent comme des acteurs majeurs de la préservation de la biodiversité par le biais des services écosystémiques qu'ils rendent aux territoires, et pour lesquels ils proposent d'être rémunérés via le programme Epiterre. Ils rappellent que la biodiversité est plus complexe que l'on veut le penser, notamment en citant cet article qui démontre que si l'agriculture biologique favorise la biodiversité à l'échelle de la parcelle (du champ) en comparaison avec l'agriculture conventionnelle, cela n'est pas automatiquement vrai à l'échelle de la ferme car la végétation interchamps joue un rôle majeur. Ils dénoncent l'agribashing.
- Les responsables de <u>la Fédération interdépartementale des chasseurs d'Île-de-France (FICIF)</u>, organe de la Fédération nationale des chasseurs de France (~ 2 étudiant-e-s), se présentent en acteurs majeurs de la biodiversité via leurs missions <u>de protection, notamment des gibiers d'eau</u> et prônent <u>la gestion adaptative</u>. Ils n'hésitent pas à porter <u>des discours très politiques</u>, et <u>se félicitent du soutien inconditionnel du Président de la République</u>. Ils sont très actifs au <u>Conseil national de la chasse et de la faune sauvage</u>, où se négocient les quotas suite à des dispositifs de consultation citoyenne auxquels tous les adhérents sont invités à participer massivement. Ils ont développé tout <u>un argumentaire sur les nuisibles</u>.
- Les ingénieur-e-s et technicien-ne-s de l'Office national de la chasse et de la faune sauvage (ONCFS) (~ 2 étudiant-e-s) oeuvrent pour la sauvegarde de la biodiversité au travers de missions de police de l'environnement (elle lutte contre le braconnage et les atteintes aux espèces protégées) et de la connaissance et gestion des espèces. Ils suivent et établissent en effet le programme de gestion et suivi de la Bernache du Canada en lien avec les chasseurs, et alertent les participants de la réunion sur le problème de la prolifération de la perruche à collier. L'ONCFS va fusionner en janvier 2020 avec l'Agence française pour la biodiversité pour créer l'Office français de la biodiversité et de la chasse.

Les acteurs cherchant à exacerber le caractère multifactoriel du déclin des population d'oiseaux pourront rappeler le rôle d'un féroce prédateur dont l'impact est apparemment loin d'être minime : <u>les chats, "fléau" pour la biodiversité aviaire</u>. Des maladies, comme <u>la trichomonose</u>, sont aussi suspectées d'avoir un impact fort sur certaines espèces, comme les Verdiers d'Europe.

Pour aller plus loin

Pour celles et ceux qui en trouveraient le temps, l'émission "<u>Un printemps silencieux</u>" du programme *Interceptions* de France Inter du 13 mai 2018, qui consacre 45 minutes de reportage au sujet, permet de travailler son rôle au travers de l'écoute des multiples prises de parole des acteurs du débat.